I Human Holding Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous!

1,50F

Adresse: B.P. 293 75866 Paris Cedex 18 C.C.P. 30 226 72 - La Source QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE Nº 355 samedi 25 octobre 1975

MARCHAIS ET «LES LIBERTÉS»

Le hasard fait parfois bien les choses. Ce fut le cas jeudi soir à Paris où, au moment même où Marchais n'avait que le mot «libertén à la bouche, se déroulait un meeting de protestation contre les internements psychiatriques en URSS. Plusieurs milliers de personnes s'étaient en effet rassemblées dans la salle de la Mutualité pour exiger la libération du mathématicien Léonid Plioutch, arrêté et interné dans un hôpital psychiatrique de Dniepropetrovsk depuis 1973. Jugé à huis clos, Plioutch avait été condamné à l'internement dans un hôpital psychiatrique pour une durée indéterminée, en son absence et en l'absence de son avocat. C'est là un exemple parmi beaucoup d'autres du terrorisme existant dans ce pays dont Brejnev et Marchais voudraient faire croire qu'il est «socialiste». Mais qu'est-ce que ce «socialisme» sous lequel on enferme les opposants dans des hôpitaux où ils sont soumis à des traitements détruisant leurs facultés mentales ? Qu'est-ce que ce «socialismey dont les chars envahissent le territoire d'un autre pays ? Les expériences médicales ne vous rappellent-elles pas celles pratiquées en leur temps par les médecins nazis ? Ce «socialisme» n'est qu'un nom, la réalité n'est autre que le fascisme, c'est-à-dire la terreur contre le peuple. Hitler aussi recourait beaucoup au mot «socialisme».

Et pendant ce temps, en un autre point de Paris, Marchais parlait, jeudi soir, de «liberté». Mais direz-vous peut-être ; Marchais n'est pas responsable de ce qui se passe en URSS. A cela nous répondrons simplement que Marchais sait fort bien ce qui se passe là-bas. Mais quand il parle de la Russie c'est pour nous dire que «La tendance y est au développement des libertés». Si Marchais était un «défenseur des libertés» comme il le prêtend, il dénoncerait les crimes commis par Breinev et s'y opposerait. Mais au lieu de cela, quand ces crimes sont dénoncés, les dirigeants du P«C»F parlent d'aantisoviétisme». C'est qu'ils ne sont nullement des défenseurs des libertés. Ils cherchent simplement à se donner un masque. Mais dans les faits ce sont eux qui à leur fête de «L'Humanité» ont fait faire la chasse à certains jeunes par leur service d'ordre dont le sadisme a été révélé en cette circonstance, ce sont eux qui ont fait agresser les militants antifascistes d'Espagne, du FRAP et de l'ETA lors des manifestations contre Franco.

Que la bourgeoisie au pouvoir en France s'attaque aux libertés c'est là un fait certain, mais il est tout aussi certain que les dirigeants du P«C»F en font autant. Les uns et les autres n'hésitant pas à coopérer dans ce but lorsque c'est nécessaire. Les uns et les autres devant être combattus avec force pour défendre les libertés qu'ils mettent en cause.

LES FRANCO PASSENIT LE PEUPLE RESTE

Coups de théâtre cette nuit à Madrid. Un communiqué médical officiel annonçait que Franco était dans un état critique depuis jeudi à l'aube. Les principaux dignitaires fascistes se réunirent alors. Et on apprit brutalement et avec stupéfaction que Franco «se rétablissait». C'était probablement là une décision du conseil restreint qui venait de se réunir avec notamment Arias Navarro, le chef du gouvernement, et Juan Carlos le successeur désigné.

(Suite page 8)



A l'heure de l'agonie du bourreau Franco, c'est à eux, les combattants républicains de la guerre d'Espagne, à ceux qui ont poursuivi leur combat anti-franquiste, que nous pensons. Leur idéal est toujours vivant.



la blanchisserie de Pantin

GREVE POUR LES LIBERTES SYNDICALES

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits du communiqué de presse fait par la section CFDT de l'entreprise qui mêne, avec l'appui des travailleurs, une lutte difficile. Des communiqués, des motions de soutien peuvent être envoyés à l'Union locale CFDT, 1 rue Victor Hugo - 93500 Pantin.

Après 15 jours d'existence officielle de la section syndicale CFDT, la direction de la Blanchisserie de Pantin «groupe ELIS» veut licencier un délégué pour un motif futile : «4 torchons» soi-disant manquants chez une cliente !.

La répression patronale ne trompe pas les travailleurs de l'entreprise. Ayant déjà éliminé une section CGT il y a quelques années, le motif réel est que la direction s'oppose à toute organisation syndicale dans l'entreprise.

Solidaires de leur camarade et de l'enjeu des libertés syndicales dans la Blanchisserie de Pantin, 40 % des travailleurs font grève depuis le lundi 20 octobre, pour exiger l'annulation du licenciement du délégue CFDT

Malgré les entraves délibérées au droit de

: location de camionnettes chez grève "Transport 2 000", prime antigrève et cantine gratuite pour les non-grévistes, l'intervention de la police voulant obliger les grévistes à dégager la rue, l'action des travailleurs de la Blanchisserie de Pantin, Groupe «ELIS», continue.

Les travailleurs ont formulé les revendications suivantes : respect du droit syndical par l'annulation de la procédure de licenciement engagée envers Médina ; annulation de tous les licenciements en cours ; augmentation des salaires (pas de salaire endessous de 1 700 F pour 40 heures par semalne) ; paiement du salaire en cas de maladie ; paiement des jours de grève non récupérables : prime de rendement intégrée dans le salaire ; baisse des cadences ; amélioration des conditons de travail : non récupération des jours fériés ; etc.

Il est important de rappeler que les travailleurs des Blanchisseries Teinturries Pressings ne bénéficient pas encore de conven-

tion collective nationale ni d'accord de mensualisation.

Avec des salaires très bas, des conditions de travail particulièrement pénibles et insalubres, ils sont parmi les travailleurs les plus exploités (...).

Paris, le 20 octobre 1975 - 15 h. Jeudi 23 octobre : ce jour, d'autres secteurs de l'usine, en particulier le service «Entretien», se sont joints à la grève, en solidarité à leurs camarades grévistes. Sans ce service, l'usine aura du mal à fonctionner.

La lutte sera victorieuse par l'unité de tous les travailleurs de chez «Elis».

RICHIER (Charleville) OCCUPATION CONTRE LES

Depuis le 20 octobre, les quelque 200 ouvriers

Actuellement, les ouvriers de cette usine (Richier 2) font 50 heures par semaine en 3/8, samedi compris. C'est donc qu'il y a du travail...

La décision de la direction des usines Richier de ne pas renouveler les 25 contrats expirant en décembre fait partie d'un plan d'ensemble qui prévoit le licenciement -- d'ici mars 76 - d'environ 200 ouvriers sur les 806 qu'emploient les 3 usines de Charleville, Bien entendu, la direction voudrait camouffer ces licenciements sous différentes formu-

C'est contre cela qu'ont réagi les ouvriers de Richier 2 - des OS pour la plupart - en engageant une lutte qui concerne aussi les 3 autres usines Richier.

de travail sont particulièrement pénibles – pas de nutes de libre à la fin du travail pour se laver les

Correspondant HR.

MENACES DE LICENCIEMENT

de l'une des 4 usines Richier de Charleville sont en grève avec occupation pour s'opposer aux menaces de licenciement qui pesent sur 25 d'entre eux, embauchés sous contrats « temporaires».

les : non-renouvellement des contrats, mise à la retraite anticipée, etc.

Par ailleurs, les travailleurs dont les conditions lumière naturelle, bruit, etc. - revendiquent 5 mimains. Ils dénoncent les conditions sanitaires déplorables - 24 lavabos et 4 WC pour 220 ouvriers, vestiaires insuffisants.

AUX GRÉVISTES DE LA COMSIP DE RUEIL

Le 21 octobre, les travailleurs de l'agence de Marseille de COMSIP-Entreprise ont fait une denti journée de grêve pour protester contre les menaces qui pésent sur eux et pour manifester leur solidarité aux travailleurs de Rueil qui ménent une juste lutte contre les licenciements.

OCCUPATION DANS UNE COMPAGNIE D'ASSURANCES PARISIENNE

LES DACTYLOS EN GREVE NOUS ECRIVENT

Les Assurances du Groupe de Paris (AGP), première compagnie privée dans le secteur de l'assurance après les grosses compagnies nationalisées (Union des assurances de Paris. Assurances générales de France, etc), emploient environ 1 500 personnes.

Aux AGP, à l'agence de la rue de Châteaudun (Paris 9e), aucun mouvement d'ampleur n'avait eu lieu depuis la grève de 1971, qui s'était terminée par un échec. Et l'ambiance générale ne semblait pas très combative jusqu'à l'éclatement voici 15 jours de la grève aux services dactylos.

Dans ces services. l'exploitation est féroce : outre les bas salaires et les conditions de travail déplorables, les employées sont soumises à une discipline de fer, arbitraire, et aux brimades continuelles des chefs.

D'emblée, c'est en instaurant la véritable démocratie prolétarienne que les travailleuses ont conduit leur lutte. Toutes les décisions ont été prises par l'assemblée générale des grévistes. Des commissions de travail ont été mises sur pied : la commission action pour expliquer la lutte dans l'entreprise et dans les autres compagnies d'assurances, la commission popularisation qui édite un bulletin quotidien, la commission financière et la commission

Le patron et son syndicat-maison, la Confédération générale des syndicats indépendants (CGSI) implantée chez les cadres, ne cessent d'intimider les grévistes, d'exercer des pressions, et vont même jusqu'à les agresser physiquement. La semaine dernière, la direction a fait arracher le drapeau rouge que les grévistes avaient accroché aux fenêtres des locaux occupés.

Mais laissons plutôt parler les dactylos en lutte puisque, à l'initiative de leur commission information, elles nous ont envoyé la lettre suivante

Denuis le vendredi 10 actobre, les dactylos de la Paternelle (AGP) sont en grève avec occupation des locaux. Seules les sections CGT et CFDT soutiennent la grève. Leurs revendications sont les suivantes : suppression du rendement et de la prime de rendement ; augmentation de salaire de 150 F pour toutes ; amélioration des conditions de travail et refus de la discipline arbitraire ; interdiction de fumer, interdiction de parler, contrôle incessant de la maîtrise lorsqu'une employée se rend aux toilettes ; etc.

Les patrons refusent toute négociation car ils refusent de parler avec les filles. Elles ne sont pour lui que de «pauvres filles» (sic), de «pauvres dactytos». De plus la repression commence à agir : avertissements, citation de 4 délégués syndicaux CGT et CFDT devant le tribunal de grande instance pour occupation des locaux, menaces à peines voilées, etc.

Ces derniers jours, certains services (accident auto, IS-XS, courrier) se sont joints au mouvement. Pour développer la solidarité et débloquer la situation, beaucoup d'autres services envisagent de faire de même dans les heures qui suivent.

Nous attendons de tous la solidarité dans cette lutte très importante pour tous les travailleurs des AGP contre la direction qui veut, à cette occasion, jauger notre combativité.

Le Personnel en grève des AGP.

AU CHANTIER LEX (CGEE-ALSTHOM)

temps qu'il faudra Nous tiendrons le

Le chantier caténaire France Lex (CGEE-Alsthom) travaille à l'électrification de la voie ferrée St-Lazare - Versailles et l'entretien des caténaires RER. Il emploie 76 ouvriers dont une cinquantaine qui travaillent la nuit. Les ouvriers sont en grève depuis le 15 octobre.

Les ouvriers du chantier disent :

Notre travail est très dur : terrassement, les pieds dans l'eau, déroulage de câble, se percher sur les poteaux et tout cela sous la pluie, le froid...

»Pour ce travail, la CGEE-Alsthom paye nos heures de nuit à 50 % de majoration, or la convention collective prévoit que le truvail exceptionnel de nuit doit être payé à 100 %. Notre travail de nuit est exceptionnel

parce que nous avons été embauchés pour

travailler de jour, certains parmi nous travaillent parfois le jour, parfois la nuit : nous ne coulons plus être utilisés comme des pions. Nous avons «ras le bol» de travailler dans des conditions aussi dures, dangereuses et si peu payées toutes les nuits.»

Ils exigent : le paiement à 100 % des heures de nuit (ou le travail de jour pour tous) et le paiement des jours de grève. Ils sont bien décides à tenir le temps qu'il faudra.

l'adresse du chantier : Rue Vves de Quénia -Lond du dépôt SNCF - La Garenne-Colombes.

A la CGI-F-Alsthom de St-Ouen, la direction vient d'annoncer son intention de licencier 55 électriciens sur les 250 qu'elle emploie.

Page 2 - L'HUMANITE ROUGE - Samedi 25 octobre 1975





LE VRAI VISAGE DE LA "DETENTE"

Au moment où Brejnev prone à grands cris «la matérialisation de la détente» dans le monde, Andréi Grechko, ministre de la Défense soviétique, vient d'inspecter les forces armées soviétiques stationnées en RDA, accompagné du chef du département politique général de l'Armée, du ministre de la Défense et du commandant en chef des forces aériennes soviétiques.

Ils se sont informés des «conditions de fourniture matérielle et technique», ont examiné les «préparatifs de combat des corps de tank» et écouté un «rapport sur l'exécution du plan pour les préparatifs de combat et du plan pour la formation politique».

Le Kremlin ne cesse de renforcer constamment ses forces armées en Europe centrale. Ses troupes stationnées en RDA totalisent 345 000 hommes. Leurs équipements perfectionnés comprennent notamment des tanks T 62 de type nouveau.

Préchant à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, Gromyko ose affirmer que «la position de force est mise à jamais dans les archives de l'Histoire» et que «le danger de guerre est exclu de la vie des nations européennes». Dans le même temps les essais de missiles soviétiques se poursuivent dans la mer de Barents, une explosion nucléaire souterraine a lieu sur l'île de Novaïa Zemlia et les troupes soviétiques s'amassent en Europe de l'Est.

Cela ne va pas sans inquiéter la superpuissance américaine, consciente que le rapport de force se modific en ce moment en faveur de leurs rivaux soviétiques tout en acceptant de collaborer avec eux à entretenir la fiction de la «détente».

Au cours de l'actuelle session du Traité atlantique, les experts militaires occidentaux ont poussé un nouveau cri d'alarme devant cette situation. Le président du comité militaire de l'OTAN vient d'affirmer que «la détente est un mot à la mode mais dangereux... Je pense qu'il suscite plus d'optimisme que la situation actuelle le mérite.»

Raison de plus pour les peuples du monde de rester vigilants et de refuser de laisser se refermer sur eux le piège de la détente.

ALGERIE : UN APPEL AU PEUPLE MAROCAIN

"Il est temps pour les Marocains qui ont su garder la tête froide, les Marocains responsables ayant une vision juste des choses, un réel souci de l'avenir, de crier halte aux provocations et à l'aventure», écrit le quotidien El Moudjahid à propos de la amerche vertex sur le Sahara espagnol. «Nous les assurons que l'Algérie, pour ce qui la concerne, ne se laissera jamais entraîner dans une aventure, qu'elle a trop à faire pour bêtir sa propre maison.»

Le journal rappelle le désir, manifesté par l'Algérie depuis 1965, d'entretenir des irrelations de bon voisinage et de coopération avec le Marocia. L'Algérie, poursuit-il, considère que sa révolution n'est pas exportable, et c'est ce qui l'amène entre autres à prendre une position de stricte neutralité face à certaines péripéties graves qu'a vécues le Maroc ces dernières années.

De leur côté les travailleurs du Sahara espagnol immigrés en France viennent de faire savoir qu'ils se tenaient mobilisés, prêts à rentrer dans leur pays pour le défendre.

ISRAEL :

CONTRE DES PALESTINIENS

Dix-sept condamnations à des peines diverses de prison ont été prononcées, depuis le début de la semaine, par des tribunaux militaires, à l'encontre de fedayine.

A Naplouse (Cisjordanie), le tribunal militaire a condamné Mahmoud Abou Rous à la prison à vie. Il dirigeait dans cette ville une cellule du Fatah. Trois autres membres de la même cellule ont été condamnés à des peines allant de cinq à dix ans de prison.

A Djenine (Cisjordanie), quarante-quatre étudiants, membres de trois organisations palestiniennes, ont comparu devant le tribunal militaire. Sept d'entre eux ont été reconnus coupables et condamnés à des peines allant de cinq mois à deux ans de prison.

Enfin à Gaza, le tribunal militaire a condamné Zuheir Mahmoud El Alawi à 25 ans de prison. Chef d'une cellule du FPLP (Front populaire de libération de la Palestinel, il avait été chargé d'organisar attentats et sabotages. Deux de ses frères et trois cousins, égalament résidents de Gaza, ont été condamnés à des peines allant de cinq à huit ans de prison.

JAPON:

PROTESTATION CONTRE LES ESSAIS SOVIETIQUES

La municipalité de Nagasaki a envoyé mercredi à l'ambassade d'URSS à Tokyo un message protestant contre l'essai nucléaire souterrain effectué mardi en URSS.

Le message déclare en substance que cet essai, venant après celui effectué samedi dernier, constitue un acte «inexcusable» pour la population de Nagasaki, deuxième ville du monde à avoir été victime de la bombe atomique. L'URSS, ajoute le message, «foule au pied le désir fervent des habitants de Nagasaki» en faveur d'une paix durable.

C'est en effet bien dans un but agressif que l'URSS continue de se surarmer tout en prétendant, comme son rival américain, interdire aux autres peuples du monde de se préparer à se défendre.

Les diplomates soviétiques au Vietnam: UN COMPORTEMENT D'IMPERIALISTES

D'un lecteur vietnamien, nous avons reçu la corresponsance que nous reproduisons cidessous. Elle met bien en évidence le comportement grossier des diplomates soviétiques dans les pays dont ils se disent «amis» et où ils se conduisent comme en pays conquis. Ces révélations ne surprendront pas tous ceux qui ont eu, sur un plan syndical par exemple, affaire aux délégations soviétiques, pas plus que ceux qui ont pu les observer dans les pays du tiers monde où ils «coopèrent».

Rien ne les distingue, sur ce point, de leurs rivaux américains. Le peuple vietnamien qui a tant lutté pour son indépendance et sa dignité nationale est particulièrement bien placé pour en juger.

Récemment, «Le Monde» faisait complaisamment état d'une dépêche de l'AFP provenant de Hanoï qui soulignait que des phénomènes de corruption commençaient à s'y manifester et que le pourboire était réapparu.

S'il est vrai que même dans un pays socialiste une tendance à la dégénérescence individuelle peut s'appuyer sur des gens influencés ou appartenant à d'anciennes classes exploiteuses, ce n'est pas ici l'aspect principal et de loin!

En effet, pourquoi le correspondant de l'AFP (qui est entièrement libre sur place d'écrire ce qui lui plait), alors que quotidiennement il en a la preuve sous les yeux, ne dénonce-t-il pas les responsables extéricars et vérilables des tentatives de corruption? Comment peut-il (ou alors pour quels buts inavoués?) ignorer qu'à Haiphong, ce sont avant tout des navires soviétiques et d'autres pays révisionnistes qui abordent, dont les marins par divers gadgets, de l'argent, essaient de corrompre jusqu'aux enfants?

Pourquoi passe-t-il sous silence les beuveries immondes des «grands frères» russes et autres acolytes du même acabit à l'ambassade, qui n'hésitent pas au plus fort de leur ivresse à balancer à travers les vitres les casiers de vodka vides (2 bouteilles par personne et soirée!), qui vont s'écraser dans la rue et réveiller tout le quartier? Une fois fin-saoûls, les voilà tous qui parfent en voiture, à tombeau ouvert, à travers Hanoi, remontant les rues dans le sens interdit malgré les coups de sifflets des agents et... trant à l'occasion un ou plusieurs Vietnamiens! N'est-ce pas de cela que les Vietnamiens parlent quelquefois dans les rues de Hanoi?! ... pour qui veut bien les entendre, mais il n'y a de pire sourd...

Pourquoi le correspondant de l'AFP ne mentionne-t-il pas plus souvent la présence de ces piliers de bar, à l'hôtel Thong Nhat, par exemple, tous les sociaux-impérialistes ou complices, qui des 9 h du matin s'enfilent déjà une dose massive de vodka... et cela ne fait que commencer, il faut les voir le soir ! Est-ce là l'attitude de dignes révolutionnaires qui viendraient aider volontairement, bénévolement, un pays socialiste récemment victorieux ? On peut en douter quand on sait que les révisionnistes soviétiques et consorts n'hésitent pas à GIFLER (comme les Américains du Sad il y a peu!) le personnel vietnamien à leur service parce qu'il n'avait pas compris un ORDRE de ces messieurs qui se croient

revenus au «bon» temps du tsar.

Alors, messieurs de l'AFP et do très «objectif» journal «Le Monde», retirez d'abord la poutre de votre œil avant de chercher à masquer ce que sont les soi-disant amis du peuple vietnamien : une poignée d'ivrognes, d'espions, voire d'assassins au service de la superpuissance sociale-impérialiste. Les voilà, les véritables responsables de «la corruption et de la renaissance du pourboire».

Nguyen Ai Viet

Les rumeurs sur la santé de Franco, sur sa mort, ont mis en lumière la panique existant dans les milieux de la bourgeoisie en Espagne, comme de celle de notre pays, devant ce qu'il est convenu d'appeler le post-franquisme. Cast qu'il existe effectivement en Espagne une situation qui a de quoi inquiéter tous les réactionnaires. Nous avons demandé au Front révolutionnaire antifasciste et patriote (FRAP) de nous exposer cette situation.

LE F.R.A.P. PARLE

Nous avons fait le bilan de 50 jours d'état d'exception en Espagne pour voir quelle est la situation depuis que la loi «antiterroriste» a été mise en place.

Du point de vue des dates, l'état d'exception dans toute l'Espagne est venu après de très grandes luttes, surtout la grève générale révolutionnaire d'octobre 1974 à février 75 et après une très grande répression. D'octobre 1974 à février 1975, il y a eu 3 500 arrestations, 6 assassinats d'antifascistes, presque 25 000 ouvriers licenciés. Tout cela était la réponse à la grève générale dans laquelle il y a eu des arrêts de travail d'un million d'ouvriers, des manifestations très puissantes, des affrontements très importants au cours desquels plus de 50 policiers ont été blessés.

Tout cela s'est produit au moment où Arias Navarro a lancé sa manœuvre de «libéralisation», après la maladie de Franco, pendant laquelle le groupe de Carillo a réussi à mettre sur pied la «Junte démocratique».

LE GOUVERNEMENT FASCISTE TOLERE LA «JUNTE»

C'était la base pour présenter le postfranquisme d'une façon un peu «démocratique». Tout cela était appuyé par les impérialistes et les gouvernements réactionnaires européens, surtout de France.

Pendant ce temps, la lutte des masses a été très puissante et la répression a été également très puissante. Arias Navarro a joué le rôle d'un policier qui a beaucoup développé les moyens de la police, qui a beaucoup renforcé la répression, mais en même temps, il a réussi à se présenter avec un visage «libéral».

L'état d'exception a été la fin de tout ce ieu. Après l'état d'exception en Euzkadi. pendant lequel 6 antifascistes ont été assassinés, il y a eu en trois mois 2 000 arrestations au Pays basque. Il n'y avait plus de place dans les commissariats et on mettait les dêtenus dans les arènes. Cela donne une idée de la répression de masse. Le gouvernement a ersayé de présenter l'état d'exception en Euzhadi, après la grève générale, comme une lutte en Euzkadi seulement, pour faire croire qu'en Espagne, il ne se passait rien. La grève générale, «ça n'existait pas», «il n'y avait quelque chose qu'en Euzkadi» et il y avait «les terroristes», les «séparatistes rouges» comme ils disent. Alers il fallait l'état d'exception contre «les terroristes» d'Euzkadi seulement, et en Euzkadi dans deux provinces, Guipuzcoa et Biscava, Cela a été la dernière cartouche du gouvernement pour arriver à écraser le mouvement de masse révolutionnaire, à terroriser les masses sans perdre son visage «libéral».

LE FRAP ENGAGE LA LUTTE ARMÉE...

Mais, après la grève générale révolutionnaire. le FRAP a vu que c'était le moment critique pour faire un pas en avant dans le mouvement révolutionnaire. La grève générale révolutionnaire avait montré que le plus gros du mouvement de masse était dirigé déjà par une ligne révolutionnaire, rompait déjà avec le réformisme, le légalisme et le pacifisme qui était défendu par Carillo. C'est le moment où le FRAP a décidé de développer les formes révolutionnaires violentes de lutte et de créer les groupes de combat. L'état d'exception en Euzkadi a coincidé avec une offensive très puissante dans toute l'Espagne pendant laquelle en deux mois il y a eu plus de 50 attaques contre des forces de la police, des commissariats dans lesquels étaient torturés des révolutionnaires, contre des mouchards dans les usines, contre certains patrons très connus par leur comportement fasciste, qui ont licencié par exemple beaucoup d'ouvriers. Par exemple, à l'hôpital de Bellvitge à Barcelone, le directeur de l'hôpital était un ancien membre de la police politique. Lors de la grève de la SEAT, les femmes des ouvriers se sont présentées à lui pour demander une aide médicale. Il leur a dit : « Vous êtes des femmes, vous pouvez vous faire putains». Il a licencié 400 médecins d'un coup, etc. Il a recu un châtiment très fort et a presque été tué.

...CONTRE L'ARMÉE ET LA POLICE FASCISTES

Contre la guerre du Sahara et la mobilisation de la jeunesse pour aller en Afrique, on a fait des assauts contre les casernes dans lesquelles les jeunes étaient enrôlés. Pour la première fois depuis 20 ans, on a attaqué un établissement militaire qui était l'école supérieure de l'armée. Il a été incendié. Le jour du 18 juillet, à la manifestation fasciste de l'armée, il y a eu des explosions à Madrid à côté de Franco. On a commencé aussi à tuer des policiers en solidarité contre le jugement de Garmendia et Otaegui dont on disait qu'ils devaient être jugés pendant l'été. Ces attaques etaient quelquefois directes, par exemple en exécutant un policier. D'autres fois, c'était des attaques de masse. La violence dans les deux cas répond à la situation en Espagne, cela répond aux aspirations des masses, cela répond à la lutte des masses. S'il y a un tortionnaire, pour le tuer, deux garcons peuvent le faire et cela tout le monde le comprend, tout le monde l'appuie. Les deux choses ont été faites. Parfois, des petits commandos qui, par exemple, devant un jugement ou après des tortures très fortes ou dans un moment politique très clair, ont tué un policier. Et également des attaques et des châtiments très liés aux contradictions les plus claires dans le pays : la guerre du Sahara, des arrestations, la lutte au Pays basque, les jugements etc.

Cela a été la fin de la manœuvre du gouvernement. Et le gouvernement a vu très clairement que ce qui se passait en Espagne ce n'était pas un petit groupe terroriste qui commençait à tuer un, deux, trois policiers, mais que c'était la fin de la direction des révisionnistes sur le mouvement de masse, c'était la fin du pacifisme, c'était la fin pour le peuple espagnol d'être sans moyens pour lutter. Le gouvernement, devant la poussée du mouvement de masse, la poussée du mouvement révolutionnaire et le développement des méthodes révolutionnaires dans les usines et les quartiers, etc., n'a eu qu'une seule issue : c'était de renforcer la répression. Mais plus important encore que le renforcement de la répression, car la répression avait déjà été renforcée, je l'ai dit, c'est qu'il a laissé tomber son visage «démocratique». «libéral» ; il a laissé tomber ces manœuvres.

LA TERREUR BLANCHE

Alors tout ce qui s'est passé après l'état d'exception, les morts, etc., ce sont toujours des mesures contre le «terrorisme», dans toute l'Espagne : «On va tuer quelques jeunes et le terrorisme c'est fini, on va faire des arrestations massives dans toute l'Espagne, et le terrorisme c'est fini...». En 50 jours d'état d'exception, il y a eu 5 000 arrestations, plus de 5 000 maintenant ; il y a eu 14 assassinats, 5 fusillés et 9 dans la rue ; plus de 30 000 ouvriers licenciés. Il y a eu les tortures qu'on raconte en Espagne qui maintenant sont faites avec plus de haine ; les détenus sont au commissariat plusieurs semaines, puis arrivent en prison, il se passe quelques jours et à nouveau, ils les font sortir pour les torturer. Il y a le cas d'un camarade qui dans l'après-midi a été arrêté après l'assaut contre un commissariat à Barcelone et on l'a tellement torturé qu'il est devenu aveugle. Alors il a été emprisonné, dans un cachot spécial. tout à fait isolé. Même l'avocat ne pouvait pas le voir. Et, maintenant, ils l'ont fait sortir à nouveau et il est à nouveau au commissariat où on le torture encore. Et ce n'est pas un cas isolé ; il y a aussi plusieurs cas de militants de l'ETA et d'autres, surtout des militants révolutionnaires qui appuient la lutte violente en Espagne.

SEPTEMBRE 75: 500 000 OUVRIERS EN GREVE

Depuis 50 jours d'état d'exception, on voit que d'un côté la répression est plus forte encore et plus massive, d'un point de vue politique, c'est la fin des manœuvres du gouvernement. Du point de vue de la lutte des masses, on pourrait dire que la répression est tellement forte qu'elle empêche les révolutionnaires de lutter, que c'est la fin. Mais, un demi million d'ouvriers ont arrêté le travail, ont participé à des manifestations. Dans un délai très court, en septembre, il y a eu 3 mouvements de grève générale dans toute l'Espagne. Le 1er septembre, pour le jugement de Garmendia et Oteagui, le 12 septembre pour le jugement des cinq militants du FRAP et les 27, 28 et 29 septembre, après les assassinats. En faisant le bilan des trois mouvements, ça donne un demi million d'ouvriers qui ont fait des arrêts de travail. On les a fait dans tout le Guipuzcoa; au Pays basque ça a été très puissant, en Navarra, Biscaya, etc. Entre 200 et 300 000

ouvriers y ont participé. Il y a eu des arrêts de travail dans tout Madrid, dans le bâtiment, dans la métallurgie, dans les banques, dans toutes les plus grandes usines. Il y a eu des arrêts à Barcelone et dans toute la province, dans le pays valencien, en Andalousie, en Galicie, en Asturie. Dans toutes les régions industrielles il y a eu des grèves. Et cela malgré l'état d'exception et à trois reprises. Cela a touché aussi les campagnes. Elles ont été délaissées par les révisionnistes dans le passé et maintenant il n'y a que les Unions populaires des paysans du FRAP qui font quelque chose.

PARTOUT EN ESPAGNE...

A Madrid, le 27 et le 29 septembre, il y a eu des manifestations du FRAP dans tous les quartiers populaires, en faisant des attaques contre les locaux syndicaux fascistes, les délégations américaines, etc. Même chose à Barcelone où dans la banlieue la police avait occupé un village. Une manifestation y a eu lieu avec la banderole du FRAP en tête. La police est intervenue avec les révolvers pour arrêter ceux qui portaient la banderole. Le groupe de défense a attaqué les policiers, les a désarmés et ils se sont enfuis. A Valence, il y a eu une manifestation de 1 000 personnes dirigée par le FRAP, devant la prison. Il y a eu également des exécutions de policiers dans toute l'Espagne. Si 14 antifascistes ont été assassinés en 50 jours, il y a eu aussi une douzaine de policiers qui ont été exécutés. Toutes les exécutions n'ont pas été revendiquées par le FRAP, mais ce n'est pas fondamental. Ce qui est important, c'est que les antifascistes s'organisent, créent des groupes de combat en répondant à l'appel du FRAP pour répondre à la violence fasciste par la violence révolutionnaire.

Tout cela souligne la justesse de l'analyse et de la ligne d'action du FRAP. L'éclatement des contradictions de facon assez nette est dû au fait que la situation objective était très mûre. On a frappé au bon moment. Nous le disons en parlant entre nous, si on a tué dix policiers, ce n'est pas la fin du monde pour les fascistes. Ils ont beaucoup d'autres policiers. Si cela ne répondait pas à un mouvement de masse, à une ligne politique claire, cela ne poserait pas beaucoup de problèmes aux fascistes. Mais les masses voient beaucoup plus clairement qu'avant ce qu'est le FRAP, elles sont beaucoup plus proches qu'avant et s'organisent beaucoup plus vite qu'avant dans le FRAP. Même quand la police procède à des arrestations de militants du FRAP, les comités renaissent très facilement, parce que c'est tout le peuple qui est prêt à s'organiser.

L'ECHEC DE LA MANOEUVRE DE L'OPPOSITION LEGALE

Pour en finir avec la situation en Espagne. il manque un point. C'est la fin de la macréer une partie de l'oligarchie, en accord avec celle qui est au gouvernement. Il s'agissait d'un côté de la manœuvre Arias Navarro, avec Juan Carlos, de la monarchie et, de l'autre côté, de la «Junte démocratique», de la «Plate-forme démocratique» qui faisaient l'opposition légale. Et dans quelques mois, on les aurait légalisés.

Cela était dangereux car les deux manœuvres marchaient ensemble. Surtout, le gouvernement comptait tromper les peuples d'Espagne avec la manœuvre de l'opposition disant : «On admet que les socialistes, que certains communistes parlent, se rassemblent, fassent des réunions mais seulement on ne l'admet pas pour les terroristes». Alors, même si les socialistes n'existaient pas il y a 6 mois en Espagne (c'était de vieux militants qui restaient isolés ici et là et personne ne les connaissait), eh bien, aujourd'hui, on les connait. Pourquoi ? Parce que les journaux, la télévision, le gouvernement en parlaient toujours. Ils leur faisaient de la propagande gratuitement. La «Junte démocratique» avait l'appui de l'oligarchie, pas pour lui donner le gouvernement mais pour faire de l'opposition légale dans ce nouveau franguisme monarchiste gu'on voulait installer.

DE QUEL COTÉ EST CETTE OPPOSITION ?

Avec l'état d'exception, avec la réponse terroriste sans masque de la part du gouvernement, ca a été aussi la fin de la manœuvre de l'opposition légale parce que l'éclatement des contradictions l'a complètement surpri-

Elle faisait jusqu'à maintenant des déclarations du genre «On va vers la démocratie. on connait une certaine liberté, etc.». L'état d'exception est venu, la répression est venue. certains d'entre eux ont même été touchés et surtout le débat politique, la lutte des classes s'est développée, alors la seule chose qu'ils ont faite, c'est de rassembler très vite tous les deux, la «Junte» et la «Plate-forme». Auparavant, il y avait beaucoup de problèmes entre eux et en quelques jours ils se sont rassemblés et ont dit qu'ils allaient faire un seul rassemblement, ont publié une déclaration pour condamner le «terrorisme». Ils se démasquent très bien. Dans un moment où la répression est sanglante et la réponse du peuple plus forte que jamais, le peuple demande des réponses révolutionnaires, pour renforcer la lutte. Si certains groupes commencent à condamner la lutte, à dire qu'il faut être «pacifique», etc., ce sont eux-mêmes qui enlèvent leur masque, qui montrent leur jeu, leur accord avec le gouvernement pour assurer le post-franquisme. Toutes les dernières déclarations de Carillo sont pour dire que la FRAP est «terroriste», qu'il «ne comprend pas les Basques», que c'est «l'anarchie qui viendra», qu'«il faut arrêter tout ça». Dans une interview à «L'Européo», il a dit que s'il devait juger Franco, il aurait de très graves problèmes de conscience et qu'au

fond de son cœur il entendrait une voix qui lui dirait : «Ah, s'il pouvait s'échapper aux Philippines». Carillo ne parle pas pour le peuple mais pour le gouvernement.

LES PERSPECTIVES D'ACTION DU FRAP

Les perspectives d'action du FRAP découlent de l'analyse de la situation. Il faut développer tout ce qu'on a fait jusqu'à maintenant. On ne peut pas s'arrêter. Il faut developper la violence révolutionnaire, créer beaucoup plus de groupes de combat, châtier avec beaucoup de force les tortionnaires, etc. Le Comité permanent du FRAP a lancé un appel pour s'organiser dans des comités de quartier, des comités civiques de combat pour empêcher les arrestations, pour châtier les tortionnaires... L'appel est lancé à toutes

On assiste à une manœuvre très puissante. en Espagne et ailleurs, pour présenter le FRAP comme un groupe «terroriste» coupé des masses, très petit, sans expérience, sec-

Il faut montrer que la lutte violente en Espagne n'est pas l'affaire d'un groupe. Il faut montrer que la lutte révolutionnaire en Espagne est une lutte de masse et ç le les formes violentes de lutte sont des formes violentes de masse.

LES MASSES FONT L'HISTOIRE

C'est pour cela que ce serait une erreur de dire que puisque la lutte a atteint un très haut niveau, qu'il y a des exécutions, il faut laisser tomber le mouvement de masse. Aujourd'hui, plus que jamais, il est nécessaire de développer la violence de masse, le mouvement révolutionnaire de masse. C'est pour cela que le FRAP a appelé, dans la première semaine de novembre, à une grève générale du bâtiment dans toute l'Espagne. Ce doit être le détonateur de luttes généralisées dans toute l'Espagne, dans toutes les branches de la production, à la campagne et dans les universités. Il s'agit de tout un mouvement. On va voir le développement de grèves puissantes qui vont sortir dans la rue avec la création de comités de travailleurs, de combat qui vont répondre à la police.

Il faut encore renforcer l'unité des forces révolutionnaires et démasquer toutes les autres forces. Le FRAP a lancé un appel sur la base de trois points : contre la répression et la peine de mort ; pour la liberté de tous les prisonniers politiques et le retour des exilés ; pour les libertés des peuples d'Espagne, en soulignant que contre la violence fasciste. c'est la violence révolutionnaire, contre la monarchie, c'est la République.

Juan Carlos : successeur désigné de Franco.
 Arias Navarro : Premier ministre de Franco.

Junte démocratique : coalition regroupant le faux parti communiste d'Espagne et des partis ayant collaboré avec Franco (Opus Dei, carlistes,

⁴⁾ Plate-forme démocratique : coalition dirigée par

⁵⁾ Euzkadi : nom du Pays basque en langue basque.

Derrière les accords soviéto-américains, céréales-pétrole

Lundi dernier, après de lonques négociations entre l'URSS et les USA, un accord est intervenu entre les deux superpuissances sur le commerce des céréales et du pétrole. Les USA s'engagent pour leur part à livrer 30 millions de tonnes de blé et de mais sur six ans, les Soviétiques de leur côté se seraient engagés à fournir chaque année dix millions de tonnes de pétrole brut. L'accord sur les céréales a été signé à Moscou et est valable jusqu'au 31 septembre 1981. L'URSS pourra acheter aux USA jusqu'à 7 millions de tonnes, sauf si le gouvernement américain détermine la production céréalière annuelle des USA comme inférieure à 225 millions de

Cet accord est le résultat de très longues tractations dont le point de départ fut la faillite de la production céréalière de l'URSS cette année.

Différentes estimations évaluent en effet cette production à 165 millions de tonnes, alors que les besoins sont en moyenne de 235 millions de tonnes. De fait, l'URSS a commencé dès le début de l'été d'importants marchandages en vue d'acquérir les céréales qui lui manquent sérieusement. L'URSS a déjà acquis en quelques mois plus de 20 millions de tonnes de blé et de mais, dont 9,8 millions ont été achetés aux USA. Ces derniers achats devaient d'ailleurs provoquer parmi la population un grand mécontentement du fait de la montée extrêmement rapide des prix des produits alimentaires à base de céréales. Plusieurs grandes manifestations avaient eu lieu en septembre dernier dans différentes villes américaines, et les dockers newyorkais avaient refusé en fin permettre aux USA d'imposer un rapport de force favorable pour eux, leur permettant de signer un accord avantageux. D'une part obtenir de l'URSS, non des achats irréguliers qui désorganisent le marché céréalier américain et provoquent le mé-

LES FAILLITES DE LA PRODUCTION CEREALIERE EN URSS

De 1964 à 1974, six années sur dix ont connu par rapport à l'année précédente des baisses allant de 13 à 30 millions de tonnes, soit une proportion de 7 à 20 % sur quatre des six années. En 1975, après une annonce tapageuse de prévisions record — 215 millions de tonnes — la récolte atteindra au mieux 165 millions de tonnes, soit 50 millions de tonnes de déficit, après une diminution de 27 millions de tonnes enregistrée en 1974 par rapport à 1973. Quatrième année de mauvaise récolte pour le 9ème plan qui en comporte cinq (1971—1975).

De 1954 à 1974, la production de blé a baissé 13 fois d'une année sur l'autre et sur ces 13 années, la chute a atteint sept fois des taux allant de 13 à 30 %. En 1969, l'URSS a importé 0,6 million de tonnes de céréales. Depuis son «obligation» d'importer n'a cessé de croître : 3,5 millions de tonnes en 1971 ; 23,9 millions de tonnes en 1975.

de compte de charger le blé américain dans les bateaux à destination de l'URSS. Le gouvernement Ford avait été obligé alors de stopper les ventes.

Elles ne reprennent donc qu'aujourd'hui.

La crise agraire importante de la superpuissance russe devait contentement des paysans et consommateurs, mais des achats réguliers connus à l'avance qui permettent de maintenir les cours. D'autre part, les USA ont demandé en contrepartie un accord sur la vente de pétrole russe assurant 3 % des importations pétrolières et 1 % de la consommation. Les USA espéraient

d'ailleurs acheter ce pétrole endessous du cours de l'OPEP, mais c'était ignorer encore que les négociateurs russes sont aussi commerçants qu'eux...

Faut-il sourire de ces bas marchandages entre superpuissances qui exploitent mutuellement les difficultés de la crise de l'adversaire ? Oui, sans doute, mais pas seulement.

Ce problème nous concerne, travailleurs d'Europe ou du tiers monde. Ces grandes tractations font en réalité la pluie et le beau temps sur le marché impérialiste des céréales. Et chacun le sait, des achats massifs font grimper rapidement les cours, et le prix de la baquette chez le boulanger s'en ressent immédiatement. Pour les pays du tiers monde, la situation est plus grave encore parce que beaucoup d'entre eux manquent de céréales et sont donc obligés encore aujourd'hui d'en acheter de grandes quantités sur le marché international. donc aux USA en particulier, mais avec un prix artificiellement élevé. Cette situation a d'ailleurs provoqué la protestation de grands nombres de ces pays. Ainsi un journal vénézuelien «El Universal» écrivait récemment : «Cette vente massive a provoqué un déséquilibre sur les marchés internationaux et une anarchie des prix. La montée de ceux du grain nous a obligés à payer les blés dont nous avions besoin à un prix extrêmement élevé».

URSS: L'essor de la publicité ou comment augmenter ses profits

Sous le titre «Les Soviétiques cédent aux démons de l'Occident», «Le Nouvel économiste» publie, cette semaine, un article sur la publicité en URSS.

Le texte par lui-même est si parlant que nous ne pouvons nous empêcher d'en offrir à nos lecteurs quelques extraits.

L'article commence ainsi : «Pour vanter les vertus d'une crème de beauté, une démonstratrice délicieuse et souriante masse ses jambes galbées dans la vitrine d'un grand magasin». La scène se passe à Moscou et le produit est hongrois. «A Voronev, sur le Don, la radio locale remplace la musique douce par des spots publicitaires». L'article poursuit par quelques révélations intéressantes. «Le budget de publicité de presse et de télévision s'élève à 250 milliards d'anciens francs. En 1966, une agence de publicité gouvernementale, la "Soyouztorgreklama" a été créée. Les hommes de "marketing soviétique" disposent d'une revue "prestigieuse", dont le tirage est passé en deux ans de 25 000 à 45 000 exemplaires».

«Informer le consommateur»

Quant aux justifications données, elles sont dignes de nos meilleurs défenseurs du capitalisme : «Il s'agit d'abord d'informer le consommateur de nouveaux produits, ensuite de stimuler la demande, d'inciter les Soviétiques à épargner un peu moins et à consommer davantage pour améliorer la productivité des usines et regonfler (sic!) le moral des travailleurs», explique Léonid Stolmov, directeur de l'Institut des études de marché au ministère du Commerce intérieur.

«Publicité, concurrence, crédit»

Publicité, concurrence, crédit : le cadre se précise.

— Concurrence : une annonce pour la marque de récepteurs de télévision Horizon proclame : «Le seul téléviseur soviétique de qualité internationale». Ce qui ne manque pas de faire plaisir au directeur de la marque concurrente, les téléviseurs Rubin... commente l'auteur de l'article. — Crédit : les ventes à crédit se généralisent. Pour les seuls achats de téléviseurs, 14 milliards de francs de crédits auraient été consentis! Si ce n'est pas du capitalisme, les mots n'ont plus de sens!

Tout ceci est encore mieux organisé que chez nous. En effet, les agences de publicité ou instituts de marketing sont directement liés à l'appareil d'Etat. D'autre part, tout achat à crédit est signifié à l'employeur. Le remboursement du prêt et les intérêts sont «déduits automatiquement du salaire du travailleur». Du capitalisme monopoliste en somme.

Enfin la publicité a une fonction idéologique. A ce sujet l'auteur de l'article note : «Les campagnes portant sur les produits rares, pour lesquels la demande est telle qu'ils s'arrachent lorsqu'ils arrivent dans les magasins : voitures, téléviseurs couleur, bluejeans... Il s'agit de signaler que ces produits largement attendus existent, qu'ils sont fabriqués, vendus, achetés, même s'ils sont très rapidement introuvables».

Page 6 - L'HUMANITE ROUGE - Samedi 25 octobre 1975



Lettre à nos lecteurs occasionnels:

DEVENEZ DES LECTEURS REGULIERS!

La première tranche des abonnements d'essai gratuits de 15 jours finit aujourd'hui. Pendant deux semaines, certains d'entre vous, sur proposition d'un parent, d'un voisin, d'un ami, d'un camarade de travail, ont reçu régulièrement le quotidien.

Peut-être lisiez-vous le journal pour la première fois ? Peut-être, lecteur occasionnel avez-vous pu le lire régulièrement sur une période assez longue ? A coup sûr, vous avez, vous lecteurs nouveaux, une opinion sur notre quotidien. Et il y a sans doute des idées que nous exprimons souvent, des façons de les exprimer qui vous paraissent justes ; d'autres vous heurtent ou vous déplaisent. Ecrivez-nous tout cela.

Nous sommes un journal pauvre mais tout à fait libre des puissances financières, tout à fait indépendant de la publicité, tout à fait indépendant des capitalistes. Car nous luttons contre eux. Nos moyens sont réduits ; nos journalistes ne sont pas des professionnels. Et nous avons beaucoup à apprendre pour faire un «vrai» quotidien du soir. Mais nous avons la volonté d'y parvenir et avec votre aide, nous réussirons à surmonter nos insuffisances. C'est un bon journal, documenté, sérieux qu'il nous faut faire tous ensemble.

Nous voulons donner la parole à la classe ouvrière et au

peuple. Donner informations et commentaires au peuple, du point de vue du peuple, d'un point de vue de classe, révolutionnaire, de combat et de parti. Dans ce domaine, là aussi, nous pouvons faire des erreurs ; telle ou telle appréciation politique peut être fausse, en tout ou partie ; notre connaissance de la réalité peut-être insuffisante, nos mots d'ordre d'action mal formulés, c'est sûr. Nous sommes prêts à en discuter avec nos lecteurs et à corriger s'il le faut. Et là encore, c'est avec l'expérience du plus grand nombre, c'est avec la vôtre que nous progresserons.

Vos idées, vos suggestions, vos lettres... et aussi votre réabonnement définitif au quotidien nous aideront dans ce sens.

Devenez des lecteurs reguliers, soit par abonnement de 1 mois ou plus, soit par l'achat dans l'un des points de vente, près des métros, à Paris! Ainsi, vous participerez à notre combat pour faire de l'« Humanité rouge», le quotidien de toute la classe ouvrière: point n'est besoin d'être un militant à 100 % pour être lecteur de l'« Humanité rouge». C'est là notre point de vue et notre objectif.

Amis lecteurs nouveaux, aidez-nous à le réaliser ! Nous souhaitons que vous soyez des nôtres encore les jours qui viennent.

Le Comité de rédaction.

A PROPOS D'HENDAYE LE 1er NOVEMBRE

Des lecteurs nous ont écrit pour nous demander notre point de vue à propos de la marche sur Hendaye prévue pour le 1er novembre. Voici donc ce que nous en pensons et ce que nous ferons.

1 — Cette initiative a été prise et est organisée dans la plus entière confusion. Cependant, nous pouvons y discerner une tentative de récupération de la part des trotskystes en particulier, une tentative pour détourner de justes sentiments antifascistes vers des objectifs non conformes au soutien à la lutte révolutionnaire des peuples d'Espagne.

En ce qui nous concerne, nous estimons que soutenir la lutte révolutionnaire des peuples d'Espagne, c'est soutenir la lutte armée engagée en Espagne et au Pays basque par les antifascistes authentiques de l'ETA et du FRAP. Or, cette marche a été nullement organisée dans ce sens. Les trotskystes, en serviteurs des dirigeants du P«C»F, parlent tout comme ces derniers de «terrorisme individuel» pour désigner la lutte armée engagée par le FRAP.

2 — Nous constatons que les modalités pratiques de cette «marche» rendent impossible une véritable participation populaire. Le déplacement prévu en autocar revenant à environ 100 francs par personne, il est évident que bien peu de travailleurs pourront y participer. Nous estimons que de telles sommes pourraient être utilisées de façon beaucoup plus positive.

3 - En conséquence, voici ce que nous ferons. Nous n'appelons pas l'ensemble de nos camarades et lecteurs de toute la France à y participer. Seuls nos camarades et lecteurs du Sud-Ouest de la France y seront présents, aux côtés du FRAP, pour soutenir et faire connaître l'action du FRAP et ainsi s'opposer aux inévitables tentatives visant à dénaturer le soutien aux peuples d'Espagne. Nous ne doutons nas que nombre d'antifascistes y seront présents. C'est pour qu'ils aient connaissance de l'action du FRAP que nos camarades du Sud-Ouest seront à Hendaye.

TELEVISION:
A NE PAS MANQUER
«TRIBUNE LIBRE»
3ème chaîne
LES MARXISTESLENINISTES VOUS
PARLENT...
LUNDI 10 NOVEMBRE
A 19 h 40

PROLETARIAT

SOMMAIRE du No 11 (4e trimestre 1975) :

Rectifions nos erreurs (Henri JOUR) – A propos d'un article d'Alain Badiou : Comment mieux combattre le revisionnisme dans les entreprises ? (Gaston LESPOIR) – Cinq mois de grève chez Badin-Toulouse – Le mouvement révolutionnaire paysan va de l'avant (Lucien NOUVEAU) – Chine 75 : la révolution dans l'enseignement – L'impérialisme, la Bretagne et la Révolution prolétarienne (Document de Sklerigen) – Notes de lectures.

Distribution commerciale assurée par E-100 – 24, rue Philippe-de-Girard Paris (10e) – l'exemplaire : 10 F

DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «l'Humanite rouge» quotidienne pour faire ponêtrer dans les masses les idees du maixisme-leninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM:....PRENOM:....AGE:....PROFESSION:....ADRESSE:....

SIGNATURE

	BULLETIN D'ABONNE LAJUSCULES LA TOTA	EMENT ALITE DU BULLETIN)
NOM :		
PRENOM :		
ADRESSE :		***************************************
	Pli ouvert	Pli fermė
1 mois	□ 32 F	□ 60 F
r more		□ 180 F
3 mois	□ 95 F	U 100.
77.557.617.776	□ 95 F □ 190 F	□ 360 F

FRANCO EST PEUT-ETRE DEJA MORT

Depuis le 19 octobre dernier, les rumeurs concernant le bulletin de santé du bourreau du peuple espagnol, Franco, se sont multipliées : elles faisaient toutes état de nouveaux troubles cardiaques et respiratoires. Une chaîne de télévision américaine, ABC, devait même annoncer au monde entier la mort du dictateur fasciste : selon les animateurs de cette chaîne, la Maison Blanche venait d'en être informée. A notre connaissance, cette nouvelle ne fut pas démentie par les bureaux du président américain.

Par contre, un communiqué espagnol se chargeait d'indiquer que les médecins étaient «tranquillisés» et il signalait que Franco participerait au Conseil de ses ministres de vendredi. En même temps pourtant, l'archevêque de Madrid ordonnait des prières dans les églises de Madrid.

Cela se passait le mercredi 22 octobre. Or dans la soirée du 23 octobre, pour la première fois, un bulletin médical officiel annonçait : «A l'aube d'aujour-d'hui, l'évolution favorable que suivait la maladie coronaire dont souffre le chef de l'État s'est brusquement détériorée et le début de signes d'une insuffisance cardiaque est apparu». Curieusement ce bulletin était donc publié 15 heures après l'auggravation». Curieusement aussi le «petit conseil» des ministres qui avait été annoncé dura près de dix heures, soit de 10 heures à 20 heures! Il est important de savoir que la publication du bulletin médical signifie le déclenchement du mécanisme de transfert du pouvoir.

A 21 heures

Le président du Conseil, Arias Navarro, le prince Juan Carlos et le président des Cortes se sont réunis et une haute personnalité du régime déclarait : «Cette réunion est la premiére phase de ce qui va se passer dans les minutes qui suivent» indiquant ainsi que le processus pour confier le pouvoir à Juan Carlos était engagé.

23 heures, le cadavre ressuscite

Deux heures après la publication du communiqué annonçant l'aggravation», Arias Navarro, Juan Carlos et plusieurs ministres se séparaient sans commentaires. Peu de temps après, nouveau coup de théâtre, un porte parole annonçait que «le chef de l'Etat se rétablissait». Et dans son dernier «bulletin d'information» à minuit, la télévision espagnole n'a pas mentionné la santé du «caudillo» et encore moins lu le bulletin médical publié trois heures plus tôt.

LE PROCESSUS DE LA «SUCCESSION»

Le gouvernement doit prendre connaissance du bulletin médical signé par les onze médecins et se prononcera sur l'incapacité du «chef de l'État». La décision acquise aux deux tiers est communiquée officiellement au Conseil du royaume qui, lui aussi, doit se prononcer sur l'incapacité, à la même majorité. Enfin les «Cortes» (une assemblée de dignitaires du régime) doivent se prononcer définitivement.

Le moins qu'on puisse dire c'est que la clique fasciste de Madrid est dans l'embarras parce qu'elle ne sait comment retenir l'explosion inévitable de la joie populaire.

Déjà l'armée aurait été, selon certaines informations, mobilisée, Franco serait déjà mort et ces coups de théâtre seraient destinés à permettre à la bande franquiste de gagner du temps.

(Suite de la page 1)

Les raisons précises de cette décision de retarder l'heure de l'agonie du dictateur sanglant ne sont pas encore connues. Mais ce qui est sûr c'est qu'elles se ramènent toutes à une raison fondamentale : la peur panique des réactions populaires.

Le délai que s'accordent les chefs du régime actuel correspond à la nécessité pour eux de se préparer à affronter les masses populaires et en particulier de régler leurs problèmes de tactique et de clique à mettre en place.

L'opposition à Juan Carlos, que l'entourage du tyran fasciste avait déjà manifestée en juillet 1974 lors de la maladie de Franco, s'est sans doute réveillée, craignant que le «roi» ne manque de poigne et qu'il pactise avec d'autres équipes de rechange bourgeoises.

Mais toutes ces équipes ne font que passer, même les plus sanguinaires comme celle d'Hitler, de Mussolini ou de Franco, seul le peuple reste, le peuple qui finit par les balayer définitivement du pouvoir et cela se vérifiera aussi tôt ou tard en Espagne. Car l'Espagne est comme un volcan : la terreur fasciste a préparé une éruption révolutionnaire à sa dimension.

Portugal: CRÉATION D'UN FRONT MILITAIRE «ANTIFASCISTE ET ANTISOCIAL-FASCISTE»

Un front militaire «antifasciste et antisocialfasciste» a été créé par des militaires des trois armes, annonce jeudi le journal «A luta».

Selon ce journal, un secrétariat en formation coordonnera ce front qui est composé de militaires de plusieurs tendances. «A luta» conclut : «Cette initiative est le fruit de plusieurs réunions destinées à étudier les formes d'intervention du gouvernement selon les principes généraux du document des neuf.»

L'ASSASSIN DE MOHAMED DIAB FAIT APPEL

Le policier Marquet, l'assassin du travailleur algérien Mohamed Diab, a décidé de fai re appel de la décision du tribunal correctionnel de Versailles qui avait pris position pour qu'il passe en cour d'assises. Les juges avaient ainsi estimé que Marquet s'était rendu coupable d'un crime.

La décision de faire appel est la première des nouvelles manœuvres qui viseront à noyer l'affaire, à profiter de l'oubli pour blanchir l'assassin.

LE JUGE PASCAL : «JE SUIS CONTRE LE SECRET DE L'INSTRUCTION»

Au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, le juge Pascal a réaffirmé son opposition au «secret de l'instruction». Il a notamment déclaré :

«Si je suis condamné, on enregistrera un recul considérable en ce qui concerne le combat que je mène pour la suppression du secret. Ce sera, à brève échéance, le règne des fausses informations.

»Je suis contre le secret de l'instruction, précisément parce que je suis contre le "demi-secret dirigé". Cela consiste à laisser filtrer telle ou telle information partielle pour orienter l'opinion dans un sens ou un autre. C'est le procédé le plus insidieux qui puisse exister.»

Il devait encore dire, à propos de la mort des 40 mineurs à Liévin, et des «accidents» du travail en général :

"J'estime qu'il faut introduire une notion de préméditation. Il y a deux sortes d'homicides involontaires : l'un où le caractère involontaire est évident, car le drame est purement accidentel et imprévisible, l'autre où le caractère involontaire n'est que théorique, car le responsable a en fait négligé de prendre une mesure qui aurait pu se révéler utile. J'estime que ce genre de négligence, commise en connaissance des risques éventuels constitue une préméditation. La loi devrait donc comporter aette notion aggravante de préméditation.

RHONE POULENC :

LA DIRECTION RÉPOND PAR LA RÉPRESSION AUX REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS

A l'usine de Vitry, après la journée de lundi où des centaines de travailleurs ont occupé le bâtiment de la direction administrative et le bureau du chef du personnel pour exiger la réintégration de deux licenciés, la direction qui avait fait expulser les grévistes par les CRS poursuit l'escalade de la répression.

Le quarteron de faux communistes du PaC»F qui dirige le syndicat CGT de l'usine et qui a participé au mouvement pour mieux le saper de l'intérieur s'est fait le complice de cette escalade et porte une lourde responsabilité. Aujourd'hui ce sont trois nouveaux licenciements qui sont projetés dont ceux de deux délégués CFDT également militants de l'Humanité Rouge et un travailleur révolutionnaire se réclamant du marxisme-léninisme, actuellement inorganisé.

En outre une cinquantaine de mises à pied de 3 jours ont été prononcées contre d'autres travailleurs dont tous les délégués CFDT et FO de l'usine et quelques adhérents de base CGT, épargnant ainsi tous les militants CGT. Un meeting rassemblant 500 travailleurs a eu lieu hier matin afin d'exiger la réintégration des 5 licenciés. Loin d'apaiser la colère, de telles mesures ne font que renforcer la détermination des participants au meeting.

Dans d'autres usines du trust la politique patronale est la même : mise à pied, sanctions diverses, expulsion par la police, mais la révolte gronde et, à l'usine Rhône-Poulenc de Chalampé, 1480 travailleurs sur 1600 sont en grève illimitée.

Les communistes marxistes-léninistes de

Rhône-Poulenc Vitry.

Pour prendre contact, écrire au journal qui transmettra.